REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

MINISTRE DU TRAVAIL, DE LA SECURITE
SOCIALE ET DE LA JUSTICE

DIRECTION GENERALE DE LA FONCTION
PUBLIQUE

DIRECTION DE LA GESTION DU PERS-
SONNEL CIVIL DE L'ETAT

DECRET N° 87/690 du 16/11/87
/MTSSJ/DGFP/DGPCE/SR
portant reclassement et nomination de
Monsieur **POUDI BOUNGOU** Casimir, Insti-
tuteur Principal de 4° échelon des ca-
dres de la catégorie A hiérarchie II
des Services Sociaux (Enseignement).

LE PREMIER MINISTRE.

VISAS :

- (/u la Constitution du 8 Juillet 1979 ;
(/u la Loi n°076/84 du 7.12.84 portant ratification de
1° Ordonnance n°019/84 du 23.8.84 portant modification de certaines disposi-
tions de la Constitution du 8 Juillet 1979 ;
(/u la Loi n°15/62 du 3.2.62 portant statut général des
fonctionnaires ;
(/u le décret n°59/23 du 30.01.59 fixant les conditions
d'intégration dans les catégories BCDE (actuellement ABCD) des fonction-
naires ;
(/u le décret n°62/130/MF du 5.5.62 fixant le régime des
rémunérations des fonctionnaires ;
(/u le décret n°62/195/FP du 5.7.62 fixant la hiérarchi-
sation des diverses catégories des cadres ;
(/u le décret n°62/197/FP du 5.7.62 fixant les catégo-
ries et hiérarchies des cadres créées par la loi n°15/62 du 3.2.62 portant
statut général des fonctionnaires ;
(/u le décret n°62/198/FP relatif à la nomination et à
la révocation des fonctionnaires ;
(/u le décret n°64/165 du 22.5.64 fixant le statut com-
mun des cadres de l'Enseignement ;
(/u le décret n°67/50/FP-BE du 24.2.67 réglementant la
prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires rela-
tifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclas-
sements, notamment en son article 1er § 2 ;
(/u le décret n°74/470 du 31.12.74 abrogeant et rempla-
çant les dispositions du décret n°62/196/FP du 5.7.62 fixant les échelonne-
ments indiciaires des fonctionnaires ;
(/u le décret n°80/630 du 27.12.80 portant déblocage des
avancements des agents de l'Etat ;
(/u le décret n°84/856 du 8.6.84 portant nomination du
Premier Ministre ;
(/u le décret n°87/481 du 20.11.87 portant nomination
des Membres du Gouvernement ;
(/u le décret n°87/462 du 20.8.87 portant organisation
des intérimaires des Membres du Gouvernement ;
(/u le décret n°85/260 du 5.3.85 déterminant le circuit
d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions
des situations administratives des agents de l'Etat ;
(/u le décret n°86/877 du 16/7.86 sur la prise d'effet
des avancements et reclassements ;
(/u l'arrêté n°2087 du 21.6.58 fixant le règlement sur
la solde des fonctionnaires ;
(/u l'arrêté n°3545/MEFA/DGAS/IPAA du 11.4.85 portant
promotion des fonctionnaires des cadres de la catégorie A hiérarchie II
des Services Sociaux (Enseignement) de la République Populaire du Congo
au titre de l'année 1984 ;
(/u l'arrêté n°8520/MTERFPPS.DGFP.DGPCE du 24.9.85 auto-
risant certains fonctionnaires des Services Sociaux (Enseignement) admis
au concours d'entrée à l'INSSÉD à suivre un stage de formation à l'Univer-
sité Marien NGOUABI en tête MOUKOKO (Germaine) (régularisation) :

D.G.B.

D.C.F.

(Vu la lettre n°1453/MEFA.SG.DPAI du 13.II.86 du Directeur du Personnel et des Affaires Administratives au Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation transmettant le dossier de l'intéressé ;
 (Vu le rectificatif n° 87/420/PR/SGG du 14.8.87 au décret n°86/877 du 18.7.86) sur la prise d'effet financier des avancements et révisions des situations administratives.

DECRETE :

ARTICLE 1er : En application des dispositions du décret n°64/165 du 22 Mai 1965 susvisé, Monsieur **POUDI BOUNGOU (Casimis)**, Instituteur Principal de 4° échelon indice 940 des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) en service à Kakamoéka (région de Kouilou), titulaire du Certificat d'Aptitude à l'Inspection de l'Enseignement Primaire (1ère session 1985) délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Inspecteur de l'Enseignement Primaire de 3° échelon indice IOIO ACC = Néant./-

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions du décret n°86/877 du 18.7.86 modifié par le rectificatif 87/420/PR/SGG du 14.8.87 susvisés, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

ARTICLE 3 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 25.9.85) date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage sera enregistré, publié au JORPC et communiqué partout où besoin sera./-

Brazzaville, le 16 NOVEMBRE 1987

LE PREMIER MINISTRE,

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE
DU TRAVAIL, DE LA SECURITE SOCIALE ET DE LA JUSTICE,

Commandant Dieudonné KIMBEMBE.-

Ange Edouard POUGUI.-

AMPLIATIONS :

- JORPC 1
- DGFF/DGPCE 3
- DGFF/BST 1
- DGB 3
- DCF 2
- MEFA 3
- DPAI 3
- MESSCA 3
- DOSSIER 3
- INTERESSE 1
- SGG/BC 2
- DREFA/KOUILOU 3/-